

LE COURANT MARXISTE DU MOUVEMENT OUVRIER
FRANCAIS DANS LE DEBAT SUR LA
"QUALITE DE LA VIE"

Yvette Harff

Si l'on peut parler d'une dynamique sociale en faveur de la qualité de vie, ou de l'émergence d'une valeur nouvelle, il s'en faut de beaucoup pour que la "qualité de vie" ait un sens univoque pour les groupes et mouvements qui se mobilisent en son nom.

Et d'abord sur un plan très concret : souffrant de façon diverse, et inégale, des nuisances industrielles ou de la concentration urbaine, les différentes couches sociales ne peuvent donner priorité aux mêmes éléments de la qualité de vie; leurs aspirations, leurs revendications peuvent être disjointes, voire antagonistes.

Mais surtout, la qualité de vie n'est pas simplement un slogan sous lequel, comme dans l'auberge espagnole, chacun met ce qu'il désire sans se préoccuper des autres : issue d'une mise en cause de la croissance et du développement industriel, la "qualité de vie" s'avère d'emblée objet de débat; les acteurs sociaux engagés dans des pratiques sociales (patronat, syndicats, partis politiques, mouvement écologique et mouvements contestataires) analysent les causes de la crise de la qualité de vie, s'opposent dans l'interprétation qu'ils en font comme dans les stratégies qu'ils proposent de mettre en oeuvre.

C'est pourquoi, loin de faire du concept de "qualité de vie" une simple notion "fourre-tout" inconsistante, le débat qui s'instaure est en fait un véritable enjeu social.

Quels sont les termes du débat ?

On peut d'abord distinguer deux grands axes autour desquels il s'organise :

— L'un sépare ceux qui ne remettent pas en question les structures du système capitaliste, de ceux qui voient dans celles-ci une cause essentielle de la détérioration de la qualité de vie.

— l'autre sépare ceux qui remettent en cause l'idée que le développement des sciences, des techniques, et la maîtrise croissante de l'homme sur la nature sont des vecteurs de progrès social, et ceux qui défendent toujours ces valeurs nées de la révolution industrielle.

Ces deux clivages permettent de distinguer quatre grandes tendances parmi les acteurs sociaux engagés dans ce qu'on peut appeler un débat de civilisation. Mais, comme la critique des structures (1er axe) et celle des valeurs du développement (2e axe) s'interfèrent différemment, on préférera parler de "pôles"¹.

Le premier pôle est défini par la position des acteurs qui ne souhaitent pas remettre en cause les structures capitalistes ni non plus le système de rationalité institué par la société industrielle. On y trouvera les tenants de l'avènement de la société d'abondance, de la société post-industrielle; on peut aussi y "placer" le patronat.

Le second pôle, où se trouvent les tenants d'une mise en cause de la croissance et du développement industriel, caractérise, schématiquement, le mouvement écologique.

Au troisième pôle, on trouve ceux qui d'une part s'opposent au système capitaliste et d'autre part adhèrent aux valeurs du développement, et il est surtout représenté par le courant marxiste.

Enfin au quatrième pôle, on trouve ceux qui contestent à la fois le système capitaliste et la rationalité des valeurs de développement : dans ses rangs peuvent être mis certains courants philosophiques, comme l'école de Francfort, et les mouvements contestataires.

Dans la diversité des acteurs sociaux qui s'affrontent, le mouvement ouvrier est fortement interpellé : comment caractériser sa position ?

Par sa base sociale, et les aspirations qu'il représente, par l'historique de ses luttes, c'est dans son ensemble que le mouvement

AXES DE RADICALITE
POSITION A L'EGARD DES STRUCTURES

Non-remise en cause des structures de production du système capitaliste

Remise en cause des structures de production du système capitaliste

Pragmatisme dans le cadre du développement économique et industriel : adaptation du système économique à l'évolution de la demande sociale

Conscience des contradictions entre les structures de production du système capitaliste et la satisfaction des besoins suscités par le développement des forces productives

Résorption des dysfonctions par intégration dans la dynamique de la croissance capitaliste

Reconnaissance de la croissance de la production et de la "révolution scientifique et technique", comme le moyen d'atteindre la satisfaction des besoins
Revendication de conditions de vie à la fois en opposition avec les conditions induites par la société de classes et en conformité avec l'évolution des besoins induits par le développement

Avènement de la société d'abondance
Avènement de la société des loisirs

En continuité avec le système de rationalité de la société industrielle

Conscience de contradictions entre la rationalité économique et les valeurs proposées par les sociétés industrialisées et la qualité de la vie

Recherche à la fois de nouvelles structures et d'une nouvelle rationalité économique
Désaliénation à l'égard de la société industrielle

Remise en cause de la société de consommation

Remise en cause des besoins et des valeurs induits par la société de consommation et par la société de classes
Autodétermination des modes de vie
Production d'anti-valeur industrielle, recherche de rupture de légitimité

Recherche d'un nouvel ethos

En rupture avec le système de rationalité de la société industrielle (saut qualitatif)

Recherche de nouvelles formes d'action, pour une nouvelle civilisation

ouvrier se distingue de tous les mouvements contestataires nouveaux.

Mais lui-même n'est pas homogène; sa propre histoire est faite aussi de divergences et d'affrontements internes, et dans le débat qui s'instaure, en France dès les années 1970, la ligne de clivage n'est pas seulement entre le mouvement ouvrier et des mouvements nouveaux, issus d'autres bases sociales; elle est aussi à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Si l'on considère, en France, les composantes les plus importantes du mouvement ouvrier, soit au plan de son organisation syndicale, la CGT et la CFDT, et au plan de son organisation politique, le PCF et le PS, on voit que c'est sur le second "axe" du débat, défini ci-dessus, que l'on peut distinguer d'un côté la CFDT et le PS, et de l'autre la CGT et le PCF.

Autrement dit, ce sont sur les valeurs du développement que le débat s'instaure au sein même du mouvement ouvrier.

L'analyse des positions du PS et de la CFDT ne sera pas ici notre propos². Il portera uniquement sur la composante marxiste du mouvement ouvrier, qui occupe, sans ambiguïté³, le troisième pôle du débat sur la qualité de vie, recouvrant à la fois l'option pour une révolution des structures capitalistes et pour le développement.

Le courant marxiste : révolution et développement

Ici, les problèmes nouveaux de la qualité de la vie, de l'utilisation de la nature à l'aménagement de l'espace et au mode de vie — et de travail — sont l'objet d'une analyse qui intègre les deux facteurs de l'évolution des forces productives et de l'évolution du système capitaliste.

Pour le courant marxiste, les caractéristiques du développement industriel ne peuvent se comprendre en dehors des mécanismes du système économique dans lequel il s'effectue. C'est ainsi que les effets destructeurs de l'activité de production sur la nature, qui ont pris aux USA et au Japon les proportions les plus alarmantes, ont pu mettre en évidence une "crise de l'environnement" qui, même si elle a des implications mondiales, n'en est pas moins à l'heure actuelle, le fait des pays capitalistes les plus développés.

Tout en révélant une dimension nouvelle des problèmes que

pose l'action de l'homme sur la nature en raison même de la puissance des instruments qu'il possède (variable selon le niveau de développement), ces faits ont d'abord mis en lumière les conséquences dramatiques de la poursuite du développement régi par les mécanismes du système capitaliste lui-même. La recherche de la concentration et de l'accélération des profits induit à la fois des choix d'investissement, l'organisation de la production, l'utilisation des ressources au moindre coût et marque ainsi profondément la façon dont l'activité économique transforme l'environnement humain.

Les problèmes de la qualité et du cadre de vie manifestent aussi l'antagonisme entre classes sociales; l'appropriation privée des moyens de production qui fait de ceux-ci un capital entraîne une orientation de l'économie tout entière vers la mise en valeur de ce capital. Dans ce système, l'objectif de la production est le profit et il ne peut y avoir une réorientation de l'économie sur d'autres critères. La nécessité même de trouver une solution aux problèmes nouveaux de l'environnement induit bien des réorientations, mais toujours dans cette même logique. Pour une part, la nécessité de la valorisation du capital s'oppose à certaines mesures qui pèseraient sur les coûts de production, telles qu'un effort accru de la recherche ou qu'une réorganisation de la production pour supprimer à la source la pollution; pour une autre part, l' "anti-pollution" peut constituer pour certaines branches une véritable "aubaine". D'une façon générale, la même logique sous-jacente demeure: "L'Etat, qui aide l'industrie anti-pollution en finançant ses activités, perpétue ainsi la division du travail qui consiste à intérioriser les profits pour les firmes privées et à faire éponger les coûts sociaux de la production par la collectivité". Outre le fait que cette adaptation proprement capitaliste aux problèmes de l'environnement s'intègre à l'exploitation, elle ne constitue nullement une solution globale à ces problèmes. "Le cycle production-pollution-anti-pollution crée une valeur ajoutée qui entre en tant qu'élément positif dans le produit national brut sans pour autant engendrer un accroissement de bien-être de la population. Néanmoins, ce cycle joue un rôle important dans la reproduction du capital ... et l'on peut craindre que la course pollution-anti-pollution ne se poursuive car elle s'inscrit dans la logique de la reproduction du capitalisme"⁴.

Concernant les effets de la logique capitaliste sur l'environnement, il n'est pas nécessaire de s'étendre sur les positions du courant marxiste, car la reconnaissance de la responsabilité de la recherche

du profit sur la destruction de l'environnement dépasse largement celui-ci. Elle est le fait de l'ensemble des courants de la "gauche" et tend à gagner l'ensemble du mouvement écologique. Sur ce point, on peut considérer que les critiques formulées par l'ensemble des courants "anti-capitalistes" s'appliquent également à celui-ci. Il convient plutôt de s'arrêter sur ce qui distingue ce courant, dans le débat sur la crise de la qualité de la vie, soit sa position par rapport au développement. Il apparaît nécessaire de faire rapidement un retour aux sources car l'analyse du développement capitaliste et celle de l'exploitation sont ici toujours liées. La théorie marxiste est d'abord celle de l'exploitation capitaliste et la société capitaliste est d'abord définie comme une société de classes antagonistes où le capital s'oppose au travail dans la mesure même où, pour accroître le capital, il n'est pas d'autres moyens que l'exploitation du travail, seul à produire une valeur⁵.

Avec le développement et le progrès économiques, cette analyse de l'exploitation ne devient pas caduque, puisque ce n'est pas la baisse, la stagnation ou le progrès du niveau des salaires qui permettent de "mesurer" l'exploitation, mais l'écart entre la "valeur créée par le travail" et la "valeur de la force de travail". Mais aujourd'hui entre dans le mécanisme de l'exploitation non seulement la pression sur les salaires, mais l'ensemble des ponctions sur les revenus qui concourent à ramener cette valeur au minimum compatible avec la reproduction de la force de travail. C'est tout au moins, à l'intérieur du courant marxiste, l'analyse que fait le PCF des formes que prend l'exploitation au cours du développement du capitalisme.

"La salaire réel, au sens originel du terme, ne représente que la portion du temps de travail cristallisé dans les valeurs d'usage consommées par les travailleurs... A l'échelle sociale, il représente *grosso modo* la 'consommation populaire'... C'est lui qui est antagoniste avec l'accumulation du capital. Ce qui compte pour le capital, ce n'est pas seulement l'excédent de valeur que la comptabilité fait apparaître en fin d'exercice... Une grande partie de la valeur créée revient au capital après avoir transité sous la forme du salaire nominal, par l'intermédiaire de la fiscalité directe ou indirecte, de la politique des prix, des loyers perçus par le capital, du financement public des monopoles, etc.⁶.

A ces prélèvements déterminés par l'Etat et levés directement par lui s'en ajoutent d'autres, levés par les canaux les plus divers :

“L’intégration de tous les aspects de la vie sociale dans le système monopolistique (commerce, tourisme, loisirs, culture, etc) s’accompagne de l’installation de collecteurs de plus-value dans tous les pores de la vie sociale. La moindre activité est sujette aujourd’hui à une agression du capital, il faut payer pour accéder aux plages, pour garer sa voiture, pour boire un verre d’eau... puis pour l’évacuer”⁷.

C’est ici un point de vue qui s’oppose d’une part aux théories qui voient dans la raréfaction des biens autrefois “naturels”, tels que l’espace, l’air pur, etc, la raison pour laquelle ils deviennent une valeur d’échange et cessent d’être gratuits, et d’autre part aux critiques de la société de consommation qui considèrent que c’est l’importance prédominante de la satisfaction des besoins matériels qui s’oppose à ce que soient pris en compte les aspects qualitatifs des besoins humains, de l’augmentation du temps libre à la préservation de l’environnement.

C’est sur cette divergence dans l’analyse des causes de la distorsion entre les besoins sociaux et les caractéristiques du développement capitaliste que le PCF insiste le plus. “Des thèses réformistes... admettent que la production capitaliste serait destinée à satisfaire les besoins des travailleurs; face à l’évidente insatisfaction des besoins... elles accusent la société dite de consommation, elles font comme si l’insuffisance des équipements collectifs, ne s’inscrivait pas dans la pression générale pour réduire le temps de travail social destiné à couvrir les besoins populaires quelle qu’en soit la forme, privée ou collective... de même, l’apparente course folle à la production pour la production, c’est en réalité la course au profit, la chasse au temps libre qui ne se cristallise pas en plus-value...” Ces thèses “décrivent parfois des phénomènes réels comme les ‘nuisances’ causées par une production capitaliste anarchique, la chasse au temps libre, l’absurdité de besoins dûs à la consommation intensive de la force de travail; mais elles les déforment parce qu’elles ne les relient pas à la réalité de l’exploitation, de l’accumulation du capital, du profit en vue d’une accumulation supérieure”⁸.

Il n’y a donc pas de partage de responsabilité dans les effets du développement capitaliste entre d’une part la recherche du profit et d’autre part le développement lui-même; c’est le fait qu’il soit soumis aux nécessités de l’accumulation du capital qui s’oppose à ce qu’il réalise les progrès qu’il pourrait permettre, à la fois dans l’organisation du travail et du temps de travail et dans les conditions de vie.

Le développement des forces productives⁹ permet d'élever la productivité du travail social, donne la possibilité de réduire la durée et la pénibilité du travail. C'est la nécessité de l'accumulation du capital qui pousse à utiliser, à l'inverse, les machines pour imposer un rythme élevé, pour intensifier le travail. Les temps inhumains ne sont pas des exigences de la machine en soi, mais de la mise en valeur du capital.

D'une façon générale, le développement des forces productives possède une certaine autonomie et se poursuit malgré les difficultés qu'il entraîne pour la valorisation du capital; mais, à l'étape actuelle, elles atteignent les limites tolérables pour le système¹⁰. La crise de la qualité de la vie apparaît ici comme une manifestation de la crise même du système capitaliste, de son incapacité à intégrer "la nouvelle révolution scientifique et technique" et à faire face aux problèmes nouveaux avec les moyens correspondant au développement des forces productives qui se trouve atteint.

C'est sur ce point que se concentre l'argumentation en faveur d'une poursuite du développement¹¹, c'est-à-dire d'une élévation continue du niveau des forces productives. C'est ainsi que Guy Biolat affirme : "D'ores et déjà, compte tenu des progrès réalisés par les sciences et les techniques, il n'y a pas de limitations dues à des facteurs échappant au contrôle humain qui soient suffisantes pour empêcher, si on le veut, de fournir dans un délai très bref de quoi se nourrir à toute l'humanité — il n'y a aucune raison empêchant de résoudre rapidement le plus vieux problème technico-économique du monde qui se pose en termes de production d'énergie. Il n'y a pas de fatalité à la pollution et à la destruction de tout ou partie de l'environnement..."

Non seulement le développement n'est pas mis en question, mais la considération des problèmes nouveaux de l'environnement et de la qualité de la vie renforce cette option pour le développement. Elle apparaît d'abord comme le seul moyen de faire face aux nécessités, soit d'assurer les conditions matérielles d'existence de la population présente et à venir. Il n'y a pas de retour en arrière possible. Mais ce constat se fait sans aucune nostalgie, il n'y a aucun regret de l'âge d'or : "On ne reverra pas le bon laboureur marchant à pas lents derrière ses deux boeufs tachés de roux, quatorze heures par jour, Jeanneton sa femme à qui il faisait douze gosses dont dix mourraient en bas âge, on ne reverra pas les belles dentellières du Puy aveugles à quinze ans; on ne reverra pas la belle viande d'autrefois

sans hormones ni additifs que la moitié de la population mangeait une fois l'an". La nécessité de poursuivre le développement des sciences a aussi une autre raison qui est précisément l'obligation de maîtriser la puissance d'intervention sur la nature à laquelle on a déjà atteint : "Maintenant que sa puissance rend l'homme en mesure de transformer la nature sur une grande échelle, il ne peut plus accepter une parcellisation de ses activités, il doit exiger une analyse globale; il y a une nécessité absolue du développement de l'ensemble des connaissances scientifiques, de l'amélioration et de l'organisation des rapports entre la science et la production"¹². "Nous sommes trop savants et trop ignorants. Trop savants pour effacer tout et revenir à zéro. Trop ignorants pour être à l'aise dans les données qui motivent nos choix. C'est bien pourquoi la période est dangereuse. Nous avons une issue et une seule : aller plus avant sur le chemin de la connaissance"¹³.

C'est donc à travers le développement des sciences et des techniques que l'on pourra faire face à cette question permanente, soit en continuant à transformer la nature, la matière, avec une efficacité croissante, mais aussi avec la prudence que rendent possible d'une part une connaissance accrue des lois de la nature, d'autre part des structures sociales qui permettent un contrôle de l'appareil de production. "Sans nier les aliénations nouvelles dues aux conditions du progrès technique et scientifique dans le mode de production capitaliste, nous affirmons, quant à nous, avec force, que si le progrès scientifique et technique n'y suffit pas, il n'est pas de progrès pour les hommes sans progrès des sciences et des techniques"¹⁴.

Mais le développement n'est pas seulement une nécessité pour assurer la survie de l'humanité, c'est aussi une option positive. Le courant marxiste a toujours misé sur ce développement des forces productives pour atteindre à une telle efficacité du travail social qu'elle permettrait à la fois de subvenir largement aux besoins matériels et de réduire le temps de travail nécessaire pour cela. Il faut noter qu'il ne s'agit pas seulement d'une réduction de ce temps de travail, mais aussi d'une transformation qualitative du travail, progrès dans la nature des relations entre l'homme et la matière et entre les hommes dans ce processus de travail : "la réconciliation entre le travail manuel et le travail intellectuel" est conçue non comme un retour à l'artisanat, mais dans la perspective d'une élévation du niveau des connaissances de l'ensemble des travailleurs et d'une utilisation de toutes ces capacités dans l'activité du travail.

La société communiste à laquelle Marx — et le courant marxiste après lui — faisait référence était, à l'encontre d'autres conceptions, une société très développée où l'activité non productrice de biens matériels pourrait devenir dominante. Sans la réalisation de ce développement, pour Marx, il n'était pas possible d'atteindre au "communisme achevé", mais seulement à un "communisme grossier" qu'il décrivait ainsi : "La domination de la propriété *matérielle* lui apparaît si importante qu'il veut anéantir tout ce qui n'est pas susceptible d'être possédé par tous comme propriété privée. La possession physique directe est pour lui l'unique but de l'existence, la condition du travailleur n'est pas supprimée mais étendue à tous les hommes; dans son rapport au monde des choses, la communauté doit perpétuer le rapport de la propriété privée... L'*envie* générale érigée en puissance est la forme déguisée de la restauration de la *cupidité* qui ne fait désormais que se satisfaire d'une *autre* manière ... le communisme sauvage n'est que l'achèvement de cette envie et de ce nivellement (forces qui constituent l'essence même de la concurrence). Combien peu cette suppression de la propriété privée est une appropriation réelle, c'est ce que prouve précisément la négation abstraite de toute culture et de toute civilisation, le retour à la frugalité contraire à la nature, l'exaltation de l'homme pauvre et sans besoins qui non seulement n'a pas dépassé le stade de la propriété privée, mais n'y est même pas parvenu"¹⁵. Pour atteindre au contraire à ce que Marx appelait une appropriation *positive*, qui ne prenne pas la forme d'une généralisation des aliénations passées — partager la même peine (le travail) et la même pénurie, en quelque sorte, et non pas s'en libérer —, le développement des forces productives apparaissait comme l'instrument essentiel de cette libération, permettant à la fois l'abondance et une transformation des relations des hommes entre eux et avec la nature.

La perspective reste la même pour l'ensemble du courant marxiste. Le développement des forces productives, mouvement qui tend vers une productivité supérieure du travail social, est à ce titre en permanence reconnu. Au colloque sur la qualité de la vie organisé à l'initiative de l'IG Metall à Oberhausen, Pierre Naville intervenait en ce sens en disant qu'on ne pourrait parler sérieusement d'une société post-industrielle que lorsque le temps de travail des machines serait fondamental, et non celui des hommes et qu'on ne pourrait parler sérieusement de la qualité de la vie que lorsque ce temps serait fortement réduit.

J. Metzger, de son côté, insiste sur les possibilités qu'ouvre

déjà le progrès scientifique et technique atteint actuellement : l'Humanité pourrait, dès maintenant, commencer à satisfaire tous ses besoins, voire ceux qui sont encore informulés et qui résulteraient de la diminution massive du temps de travail.

Par ailleurs, l'apparition, même à un niveau modeste, de l'automatisation ouvre les perspectives d'une fusion du travail manuel et intellectuel. Mais ce n'est qu'à terme que la division du travail manuel disparaîtrait : "Nous sommes loin de cette fusion du travail manuel et intellectuel... Sa nécessité est inscrite dans les faits, mais elle suppose un progrès incommensurable des forces productives, elle implique surtout des transformations sociales profondes et de longue durée, même après la disparition du capitalisme".

Le courant marxiste actuellement se trouve devant deux arguments qui s'inscrivent en faux contre cette perspective : celui de l'épuisement des ressources naturelles et celui de la croissance illimitée des besoins matériels.

Sur le premier point, l'option pour le développement des sciences et leur intégration dans la production va de pair avec la réfutation de la notion de limitation des ressources naturelles. Mais il faut distinguer ce qui relève ici d'une "conception de la nature" et ce qui relève de la prospective économique. Dans cette dernière perspective, le courant marxiste lui aussi parle d'un épuisement des réserves de telle ou telle ressource. J. Metzger cite un texte¹⁶ de F. Joliot-Curie qui s'était penché sur la question plus précise des réserves d'énergie : "Même si la population mondiale n'augmente pas, il faudra, pour libérer l'homme, extraire plus de combustibles, et, surtout en raison des réserves limitées de ceux-ci, faire appel au maximum aux ressources naturelles ne nécessitant pas de combustibles — l'énergie d'origine nucléaire sera sans doute extrêmement utile mais je l'envisage surtout comme devant permettre d'apporter un appoint important pendant un temps suffisant pour élaborer des centrales de principes nouveaux tirant leur énergie primaire de sources naturelles comme, par exemple, la radiation solaire qui frappe notre sol. Pour ce qui concerne les réserves de combustibles : houille, lignite, pétrole, gaz naturel, il est difficile de prédire dans combien d'années elles seront épuisées. Le taux de consommation ira en croissant rapidement, la croissance peut être exponentielle comme le progrès. Il faut dès maintenant songer à ne pas faire appel sans mesure aux gisements existants, mais l'homme est insouciant et recherche, à l'instant, les profits faciles même s'ils compromettent

l'avenir". Il avançait des chiffres de "quelques siècles pour la houille", ce qui est bref... et, pour le pétrole, "à l'allure où on épuise les gisements aux USA, une vingtaine d'années...". Mais, de cet exposé des problèmes, il concluait — et c'est là qu'on retrouve une conception des relations homme-nature qui reste en opposition avec la théorie des chercheurs du MIT : "Cet examen des sources d'énergie dont dispose déjà l'humanité et des sources nouvelles que nous sommes en droit d'espérer faire jaillir nous permet de croire que ce n'est pas une carence d'énergie qui limitera le progrès" — à la condition, rappelle-t-il, que l'on n'attende pas cet épuisement des ressources utilisées pour chercher les moyens de mettre en valeur d'autres sources d'énergie.

A l'intérieur du courant marxiste, le PCF a réagi très vite contre les conclusions du Club de Rome et du rapport du MIT. On peut distinguer, quoi qu'ils soient liés bien entendu, l'argument politique et l'argument idéologique. Ces conclusions ont été rejetées pour une part en raison des justifications qu'elles pouvaient apporter à des orientations politiques — qu'il s'agisse de politique intérieure ou de politique vis-à-vis des pays sous-développés —, c'est-à-dire pour leurs effets politiques à court terme. Sur le fond du débat, dans la polémique qui s'est ouverte après la publication du rapport entre les chercheurs du MIT et ceux du groupe d'Oxford¹⁷ ou encore ceux de la fondation Bariloche en Argentine¹⁸, ce sont deux conceptions qui se sont opposées, en fin de compte, dans la mesure où les résultats dépendaient des prémisses, c'est-à-dire des facteurs introduits dans le modèle. Dans le courant marxiste, le PCF s'est retrouvé du côté du groupe d'Oxford et, précisément, sur la question des limites des ressources naturelles. On pourrait résumer son opposition par ce titre d'un article paru dans l'*Humanité*¹⁹ : "Le MIT se trompe en assimilant les réserves naturelles à un trésor". Ces réserves minières, dit l'auteur, "ne correspondent pas à des objets analogues à un tas de sable ou un stock de métal déposé dans un hangar, mais à une notion beaucoup plus abstraite. C'est là une conception statique des réserves. S'il y a une limite absolue, c'est celle de la teneur moyenne dans la croûte terrestre, limite tellement haute qu'il serait ridicule de la prendre en compte".

Hormis la question des "ressources naturelles non renouvelables" dont, dit J. Metzger, "il est clair que leur consommation nécessite d'être réfléchie et calculée"; le problème, dans sa dimension générale, serait donc d'un autre ordre, il concernerait la prospection, la connaissance scientifique de la nature, le progrès technique.

Le problème des matières premières n'est donc pas défini ici comme celui de la limitation naturelle²⁰ des ressources, et donc du développement, mais rejoint celui des limites du système capitaliste et marque l'urgence de son terme. La transformation des rapports sociaux apparaît le seul moyen pour que cette activité de l'homme sur la nature puisse tenir compte de la nécessité d'anticiper sur les problèmes futurs — ce à quoi s'opposent les mécanismes de l'accumulation et de la rentabilisation du capital. La conclusion, c'est qu' "il est impossible de continuer à gérer les ressources naturelles comme auparavant". Mais, et c'est là un point important dans l'argumentation, les coûts nécessités par la sauvegarde de l'environnement peuvent être supportés sans porter atteinte au niveau de vie, à condition de stopper les gaspillages qu'entraîne la logique du développement capitaliste et d'orienter la croissance selon une logique différente. "Pauvreté ou pollution" et "pauvreté ou épuisement des ressources" sont considérés comme de faux dilemmes où se trouve enfermé le système capitaliste en raison des besoins propres au capital. Le gaspillage de matériel, de matières premières, d'énergie, les destructions de fruits et de légumes, le développement des secteurs parasites..., qui dans la société capitaliste se dissocient en éléments "positifs" dans le bilan économique et "négatifs" sur le plan social, sont du point de vue des travailleurs des gaspillages et des coûts. "Le socialisme fera des travailleurs eux-mêmes les destinataires des richesses qu'ils créent par leurs efforts propres. Par là, il suscitera la recherche de l'économie de moyens dans la création du revenu social, et donc d'une productivité du travail social croissante. De même s'effacerait cette tendance profonde du capitalisme : l'accumulation des richesses sans lien avec les besoins sociaux"²¹.

On voit ici pourquoi le courant marxiste donne tant d'importance à l'appropriation des moyens de production. Les points de vue sur l'orientation de la croissance recourent les intérêts divergents de ceux qui détiennent les capitaux et visent à leur accumulation — et de ceux qui travaillent et pour lesquels la production n'a de sens que si elle tend à améliorer les conditions d'existence. Les aberrations du calcul économique, dénoncées par B. de Jouvenel et d'autres, sont considérées ici comme des conséquences logiques de cet antagonisme entre l'objectif économique — qui est l'accumulation du capital — et l'objectif social qui lui reste subordonné. Inverser ce rapport, faire des besoins sociaux l'objectif et concevoir les choix économiques en fonction de ceux-ci, c'est gérer l'économie du point de vue des travailleurs. Cette orientation ne peut par conséquent se

réaliser que si ce sont eux qui ont le contrôle des moyens de production, la capacité d'orienter la production en fonction de leurs besoins.

Mais la critique de fond opposée à l'option du développement ne se réfère pas seulement à l'épuisement des ressources. Même si celles-ci étaient inépuisables, elle demeure posée et la question de l'épuisement des ressources ne fait que la conforter. Cette critique, ou plutôt cette question, est la suivante : que signifie une société d'abondance ? N'est-ce pas un projet perpétuellement remis en cause par la croissance des besoins eux-mêmes ? La soif de biens matériels n'est-elle pas inextinguible, obligeant sans limite les hommes à transformer la nature, à accumuler les objets ou à les détruire pour en fabriquer de plus perfectionnés ? Une première satisfaction des besoins en entraînant d'autres, ce seul processus n'aura-t-il pas lui aussi le même résultat, de couvrir la face du globe de béton, de voitures, etc, et d'éloigner toujours le moment où les hommes n'auront plus à consacrer à la production de leurs moyens matériels d'existence la plus grande part de leur temps ?

Pour le courant marxiste, l'option pour le développement des forces productives — soit des moyens mêmes de la production — est à distinguer d'une option pour une croissance indéfinie de la production de biens matériels. C'est cette première option qui est fondamentale et qui permet de définir l' "abondance". En effet, ce n'est pas la profusion de biens matériels — notion toujours relative (à partir de quand serait-elle suffisante ?) — qui marque l'étape de la société d'abondance, mais précisément la capacité de produire les conditions d'existence avec des moyens si efficaces qu'il n'y aurait plus besoin de "compter ce que la société dépense pour produire". Le courant marxiste lorsqu'il considère que l'on n'a pas encore atteint à l'abondance ne se réfère pas à la quantité de richesses produites, mais à la quantité de travail encore nécessaire pour le faire. On peut rappeler les termes de P. Naville cités plus haut. "On ne voit pas l'essentiel de la conception du communisme, dit L. Sève²², si on la caractérise seulement comme une société de l'abondance et de la libre consommation, car une société qui se définirait seulement ainsi laisserait précisément l'homme en face de l'incessante, et par elle-même absurde reproduction du besoin, fût-elle élargie. *Le communisme*, continue-t-il, *n'est pas une supersociété de consommation*. C'est le complet et libre développement de l'individu qui doit la caractériser, et parallèlement la transformation des besoins eux-mêmes".

C'est la conception même de "besoins" humains comme produits de la société qui amène à considérer que l'objection constamment adressée à la conception du communisme comme société d'abondance est une question qui n'a pas de sens. Transformer la société, et donc la vie des hommes dans la société, transforme ces hommes eux-mêmes et leurs besoins²³.

C'est sur ce processus même de transformation des besoins que se porte aujourd'hui le débat, en relation avec la critique du mode de vie dans notre société. "Les besoins sont déterminés socialement et historiquement par les contradictions du développement social et conditionnés, dans leur contenu, par le développement des forces productives"²⁴. Ce sont les conditions de vie qui engendrent les besoins, en font un fait objectif : que ce soit ou non "dommage", le mode de vie des travailleurs élimine l'autoproduction et l'autodistribution et crée des besoins croissants en marchandises et en services. Par ailleurs, leur forme se modifie : "Sous l'effet de la socialisation capitaliste des forces productives, l'urbanisation s'accélère... du même coup de nombreux besoins en croissance rapide se portent au plan collectif. Mais cette urbanisation se réalise dans les conditions de la production capitaliste... *Autant de 'nuisances' dues au mode d'expansion de l'industrie capitaliste, autant de besoins collectifs accrus*".

Il y a donc effectivement un "développement aliéné des besoins". Selon J. D. Maurino²⁵, celui-ci culmine dans l'apparition d'un besoin d'acheter provoqué par la publicité, et qui pourrait représenter dans la réalité le type même du besoin aliéné, en tant qu'il est séparé de tout développement de la personnalité. Ce n'est pas tant une critique de la profusion de produits offerts sur le marché, en elle-même, que de la nature de la "consommation", de ce qu'elle représente pour l'individu.

Le processus de transformation des besoins est propre au développement capitaliste, mais on fait là une différence entre les modifications entraînées par le mode capitaliste de développement et celles qui correspondent à une simple intégration des progrès techniques. "Les produits nouveaux sont rapidement intégrés dans les besoins sociaux. Il faut souligner que si le phénomène prend dans la concurrence inter-monopoliste des formes irrationnelles²⁶, l'intégration rapide dans les besoins des produits nouveaux n'a, en elle-même, rien d'artificiel; l'usage de ces produits nouveaux n'est en fin de compte qu'une forme et une conséquence de la domina-

tion accrue sur la nature”²⁷.

Mais, si la société peut avoir la maîtrise de la technique, reste la question de la désignation des besoins sociaux, de l’orientation de la production. Le “développement aliéné” des besoins a conduit à un mode de vie qui correspond aux exigences propres au capitalisme, telles par exemple ce “besoin d’acheter” et de mode privilégié de satisfaction individuelle des besoins par les marchandises. Pourtant, sans nier que les habitudes engendrées par le capitalisme constituent une force “conservatrice”, le PCF, à l’intérieur du courant marxiste, ne paraît pas considérer qu’il y ait là un obstacle à une évolution des besoins, tel qu’il nécessiterait une forme de “révolution culturelle” faisant de la critique du mode de vie et des attitudes un objectif propre de l’action. Ce qui fonde cet optimisme peut être recherché dans les études propres à ce courant concernant la question des “besoins”.

Ce qui apparaît comme un point important de l’aliénation des besoins, c’est la coupure entre “ceux qui supposent les besoins” et “ceux qui sont chargés de décider des moyens nécessaires à leur satisfaction”. Il en résulte que “les travailleurs privés de tout pouvoir économique et politique voient la définition et la satisfaction de leurs besoins décidées par la classe dominante”. Sans doute les travailleurs eux-mêmes dans ces conditions sont-ils intégrés à l’idéologie dominante et au système de besoins qu’elle privilégie. Mais d’un changement de rapports sociaux, là encore, on attend que les besoins des salariés prennent leur autonomie et cessent d’apparaître comme le reflet de ce que la société capitaliste propose et du mode de vie qu’elle crée et impose.

D’où l’importance accordée aux besoins qui s’expriment à travers les revendications des salariés²⁸ et qui constituent les besoins sociaux prioritaires, non seulement parce qu’ils apparaissent comme les plus urgents, mais aussi parce qu’ils sont porteurs d’une autre rationalité.

Si l’on considère, maintenant, la composante syndicale de ce courant, la CGT, on peut dire que sur le plan du débat idéologique lui-même, ses positions recouvrent celles qui viennent d’être exposées.

Mais, comme organisation syndicale, la CGT a ses propres

réactions face, d'une part, à l'essor d'un vocabulaire (qualité de vie, cadre de vie) dont elle rejette la connotation idéologique, et d'autre part, à une sensibilisation croissante aux réalités même qu'évoque ce vocabulaire, aux nuisances qu'il dénonce, aux aspirations qu'il recouvre.

Le syndicat participe lui-même à la polémique sur les causes de la crise de la qualité de vie et parallèlement, progressivement, adopte les thèmes de qualité de vie, les replace dans le prolongement de ses revendications, se les réapproprie, en quelque sorte, en les exorcisant :

“Le cadre de vie, l'environnement, la qualité de la vie, qui sont des problèmes réels et graves, sont devenus des thèmes à la mode pour les représentants du pouvoir et de la grande bourgeoisie, dit-on en 1971 dans une coupure de presse sur le 6e Plan et les équipements sociaux, mais le cadre de vie, qu'est-ce donc, sinon, pour une part importante, la solution des problèmes concrets que nous venons d'énoncer et qui influent tant sur les conditions d'existence de la population ?” (c'est-à-dire les équipements sociaux, scolaires et éducatifs, sanitaires et hospitaliers, le logement, les équipements culturels et de loisirs, sportifs et touristiques).

Incluant, en 1972, un paragraphe sur le cadre de vie dans le programme revendicatif de son 39e Congrès, la CGT précise alors le contenu qu'elle donne aux termes qu'elle adopte, rappelle ses positions dans le débat sur la qualité de vie : “Ce n'est pas la vie 'moderne' qui est responsable de ces nuisances, c'est l'anarchie d'un système basé sur le profit qui gaspille les biens naturels et néglige les besoins fondamentaux de l'homme, l'anarchie de l'urbanisation qui se fait en fonction de la spéculation foncière et du profit immobilier, l'anarchie de l'industrialisation... l'anarchie de la production qui consomme des biens comme l'eau et l'air et les restitue sous forme de déchets pollués sans que personne ne limite cette consommation ni n'oblige les vrais pollueurs à empêcher cette dégradation”.

Sur le plan syndical, un enjeu essentiel de la polémique autour de la “qualité de vie” consiste dans le refus d'une alternative entre “qualité” et niveau de vie. D'où une reconnaissance progressive, mais prudente, de la spécificité des revendications qualitatives (ainsi, lorsque la VO parle d'un phénomène nouveau, dans les années 72, à propos d'un soudage indiquant qu'une majorité des travail-

leurs de Renault préfèrent une réduction du temps de travail à une augmentation de salaire).

Il en va de même pour la question des besoins, indissociable du débat sur la qualité de vie : “Il convient de garder les pieds sur terre et d’éviter de se complaire en matière de besoins dans des thèmes qui se veulent avancés, modernes, mais qui ne sont en réalité que des perceptions peu scientifiques des besoins sociaux risquant d’aboutir à opposer la qualité de la vie à la simple possibilité de vivre, à la satisfaction des besoins prioritaires concrets”.

Pendant cette période de presque dix ans, on peut dire que dans le débat sur la qualité de la vie, le courant marxiste dans le mouvement ouvrier français a développé une orientation cohérente par rapport à deux points essentiels : en premier lieu, sa propre analyse de la crise économique, dont il voyait précisément dans l’essor des thèmes de qualité de vie un signe précurseur dans la mesure où, repris par les tenants du système²⁹, il apparaissait comme une tentative pour promouvoir “une idéologie de remplacement”; en second lieu, sa propre perspective politique, à savoir un rassemblement autour d’un programme commun à toutes les forces de gauche en France, pouvant déboucher sur un changement politique, et à partir de là, une réorientation du développement.

La réalité de la crise économique qui s’est développée ces dernières années a rendu raison à la méfiance manifestée envers toute idéologie posant comme alternatifs niveau et qualité de vie — alternative que la classe ouvrière est moins que jamais en état de supporter. Mais on peut s’interroger sur ce que va devenir le débat interne au mouvement ouvrier sur les thèmes de la qualité de vie et des besoins (et donc sur les orientations de production et l’organisation du travail) que la dynamique du rassemblement des forces de gauche avait amorcé, et que l’échec des élections de 1978 en France a interrompu.

Université de Paris-Sud

NOTES

¹ Voir le schéma.

²Se reporter, pour la CFDT, à l'ouvrage "La qualité de la vie-mouvement écologique, mouvement ouvrier". Mouton, 1977, Michelle DURAND et Yvette HARFF.

³Quoiqu'on puisse placer, dans le schéma proposé, la CFDT et le PS dans le 4e pôle, il n'en subsiste pas moins des glissements à travers soit les tendances plus réformistes qui les attirent dans le 2e pôle, soit des tendances plus marxisantes qui les attirent dans le 3e pôle.

⁴J.P. Céron, "A qui profite l'anti-pollution ?", *l'homme et la société* (Editions Anthropos), n° 24-24, 1972.

⁵"C'est la quantité de travail nécessaire cristallisée dans une marchandise qui en constitue la valeur" (Marx, *Salaires, prix et profits*); cette théorie s'oppose à celle de la valeur-rareté. A l'intérieur du courant marxiste, il existe des divergences dans l'analyse du développement du capitalisme et en particulier de l'exploitation. Il n'est pas possible de distinguer ces analyses. On s'en tiendra principalement à celle des économistes du PCF, en raison de la place qu'il occupe dans ce courant.

⁶*Traité marxiste d'économie politique*, T. 1 : *Le Capitalisme monopoliste d'Etat*, Paris, Editions Sociales, 1971, p. 317 (ouvrage collectif de collaborateurs de la Section économique du Comité central du PCF et de la revue *Economie et Politique*).

⁷*Ibid.*, p. 327.

⁸*Ibid.*, p. 361.

⁹Soit les capacités humaines et les moyens sociaux de production matérielle.

¹⁰Ainsi "les secteurs caractérisés par un niveau élevé de socialisation du travail ont besoin pour se développer d'investissements importants et surtout en matière grise. Ceux-ci ne peuvent être rentable d'un point de vue capitaliste, car le capital investi augmente plus vite que les profits..." (J. Metzger, *Pour la science*), Paris, Editions sociales, 1974).

¹¹Deux livres sont à retenir à cet égard, en sus de nombreux articles : Guy Biolat, *Marxisme et environnement*, Paris, Editions sociales, 1972, et J. Metzger, *Pour la science*, *op. cit.*

¹²Guy Biolat, *Marxisme et environnement*, Paris, Editions Sociales, 1972.

¹³J. Metzger, *Pour la science*, Paris, Editions sociales, 1974.

¹⁴*Ibid.*

¹⁵Marx. *Critique de l'économie politique — Manuscrits de 1844*. Paris Union générale d'éditions, 1972, coll. "10—18" (texte sur les trois formes du communisme, p. 227).

¹⁶Écrit en 1957.

¹⁷Christopher Freeman, "Malthus sur ordinateur", *La Recherche*, mars 1974.

¹⁸Dont la contre-étude a été suscitée par l'inquiétude des pays sous-développés, ce qui montre bien le lien entre les niveaux "politiques" et "scientifiques" du problème.

¹⁹15 août 1972.

²⁰De même dans cette optique, l'antagonisme entre le développement des pays "riches" et des pays "pauvres" n'a pas de caractère inéluctable (ce qui implique l'hypothèse d'une limitation naturelle des ressources). Il s'inscrit seulement dans des rapports d'exploitation à l'échelle du capitalisme mondial; c'est le pillage des ressources propres à ces pays et non leur carence qui entrave leur développement.

²¹*Le capitalisme monopoliste d'Etat*, t. I, *op. cit.*

²²L. Sève, *Marxisme et théorie de la personnalité*, Paris Editions sociales, 1969.

²³Il faut noter qu'en raison du caractère statique de cette notion, de l'ambiguïté permanente qu'elle revêt, L. Sève estime que, malgré son importance, il serait préférable d'abandonner ce concept (*ibid.*).

²⁴*Le capitalisme monopoliste d'Etat*, t. I, *op. cit.*

²⁵J. D. Maurino, "Besoins et aliénation", *Cahiers du CERM*, juin 1972.

²⁶Soit le renouvellement des produits par simple changement de présentation ou effets de mode, la diversification artificielle de la gamme des modèles, tout ce qui ne correspond qu'à la seule exigence de bénéfice commercial.

²⁷*Le capitalisme monopoliste d'Etat*, t. I, *op. cit.*

²⁸Revendications syndicales et aussi revendications issues d'organisations et d'associations existant tant sur le plan local que national.

²⁹Correspondant au "pôle 1" du tableau.